

TRIBUNE DES LECTEURS

PASSEZ DEUX NUITS AVEC LA REINE D'ANGLETERRE POUR 1.210 F SEULEMENT. C'est cette alléchante perspective — le franglais est de rigueur ici — qui ressort des annonces publiées dans les journaux et du dépliant publicitaire d'une agence de voyage parisienne qui, pour ce week-end royal (deux nuits, breakfast, lunch, dîner, etc., parking sur place), dans une abbaye "grand standing", propose bien d'autres séduisantes distractions : jogging, stretching (topless, sans nul doute...), dancing, équitation, golf course avec practice et putting-green, et, pour couronner le tout, avec "un chef exceptionnel", dîner aux chandelles dans "l'immense cuisine romane".

Qui est donc cette reine d'Angleterre, ainsi offerte au public, à un prix aussi raisonnable (voyage non compris) ? C'est une reine pleine de tempérament, qui partagea la couche de plus d'un roi : Aliénor d'Aquitaine. Elle repose près de son époux, Henri II Plantagenêt, de son fils, Richard Cœur de Lion, et de sa belle-fille, Isabelle d'Angoulême. Sous des glaces transparentes, comme de vulgaires produits surgelés dans un supermarché, les célèbres gisants, près desquels de nombreux pèlerins, d'Angleterre, des Etats-Unis, du Monde entier, venaient se recueillir, sont maintenant une attraction pour week-ends "insolites" et gastronomiques, "au cœur de l'an Mil".

Chef-d'œuvre unique de l'art roman, l'abbaye de Fontevraud, qui avait été utilisée comme prison pendant cent soixante ans, ce qui l'avait sauvée de la pioche des démolisseurs de biens nationaux, sous la Révolution, et peut-être, aussi, de restaurateurs trop zélés, au siècle dernier, avait été remise en état, depuis vingt ans, énorme travail, effectué aux frais des contribuables français. L'Abbaye, avec toutes ses dépendances, est maintenant entre les mains de l'Industrie Privée, par contrat passé entre le président du Centre culturel de l'Ouest, Olivier Guichard, un "baron" du gaullisme intransigeant, et une société qui est déjà chargée de gérer un autre "haut-lieu" de la Culture, en France, Eurodisneyland.

Cela a provoqué quelques remous Outre-Manche : dans un reportage du "Guardian", sous le titre "Eleanor à Disneyland", l'auteur souligne qu'en France, "même l'Histoire n'est pas à l'abri des privatisations". Mais, dans les média français, pourtant friands de scandales, un curieux silence entoure cette "affaire".

Régine Pernoud, l'historienne bien connue, nous écrit à ce sujet, en termes mesurés, ce qui suit.



Fontevraud (Doc. Régine PERNOUD).

L'AFFAIRE FONTEVRAUD

Le 5 juin 1987 a été signé par M. Olivier Guichard, président du Centre culturel de l'Ouest, un contrat cédant à une puissante société internationale, la S.E.T.E.C., ou plutôt à sa branche touristique, la S.T.I. (SETEC Tourisme International, gérante du Parc de Loisirs de Marne-la-Vallée) l'ensemble des locaux de l'Abbaye royale de Fontevraud, pour y installer "un hôtel ★★★ au cœur de l'an mil".

C'est bien la totalité des locaux qui est mise à la disposition de la S.T.I. : non seulement le Prieuré Saint-Lazare — où fonctionnait l'hôtellerie qu'il est habituel de trouver dans une abbaye, et avec laquelle le contrat affecte de confondre l'installation de la S.T.I. —, mais aussi (paragraphe 11 du contrat) "les locaux installés par les soins du Centre culturel de l'Ouest en chambres, salles de réunion, salles à manger". Le C.C.O., ajoute-t-on, "peut autoriser la S.T.I. à utiliser d'autres parties du domaine où le C.C.O. organise déjà des prestations."

A travers les imprécisions voulues, ce contrat n'apporte en fait aucune limitation à la S.T.I. dans l'usage d'un Monument Historique comportant des témoins de notre passé aussi

prestigieux que l'église abbatiale du XII^e siècle, abritant les tombeaux des rois et reines angevins d'Angleterre, ou des chefs-d'œuvre de la technique romane comme les cuisines fameuses ; les prospectus de la S.T.I. promettent à leurs clients des "visites insolites" de l'abbaye (!) et des "dîners aux chandelles dans les cuisines romanes" ; autorisation a été demandée d'installer un bar et une cafétéria, tandis que sont organisées des "séances de danse, de stretching et de jogging", et qu'un parking est d'ores et déjà entrepris à l'intérieur même du domaine de l'Abbaye.

Rappelons que l'Abbaye de Fontevraud constitue un chef-d'œuvre de notre art roman, unique en Europe tant par son histoire que par sa spiritualité. Fondée par Robert d'Arbrissel dans les premières années du XII^e siècle, elle comportait des bâtiments séparés pour les moines et pour les moniales, rassemblés dans l'abbatiale pour les seuls offices liturgiques, et placés sous la direction d'une abbesse — et non d'un abbé. Le pape lui-même, en approuvant cette fondation, est venu consacrer en 1119 l'autel de l'abbatiale où se trouvent toujours

les célèbres gisants de la reine Aliénor, de son époux, Henri II Plantagenêt, de son fils, Richard Cœur de Lion, de sa belle-fille, Isabelle d'Angoulême.

Les visiteurs anglais ont toujours été nombreux à venir à Fontevraud et la commercialisation d'un pareil ensemble, — leur "Saint-Denis" —, a été très vivement ressentie en Angleterre. "C'est Aliénor à Disneyland", écrit Paul Webster dans le *Guardian* de Londres (26 août 1987). Fontevraud, dont l'histoire est liée à la naissance de notre poésie lyrique et courtoise, avait été, comme le Mont-Saint-Michel, convertie en prison à la Révolution. Lorsque sa libération et sa restauration ont été entreprises en 1963, il avait été expressément entendu qu'un monument aussi prestigieux ne pouvait avoir qu'une destination d'ordre culturel.

A-t-on le droit de le transformer en hôtel de luxe pour le bénéfice d'une société de tourisme international, après les longs et coûteux travaux de restauration auxquels ont coopéré tous les contribuables français — et cela, sans consultation préalable, puisque même la municipalité de Fontevraud n'a rien su des tractations en cours ?

Qu'est-il arrivé à la loi qui protège nos monuments historiques et règle leurs conditions d'utilisation ?

Confiée pendant ses huit premières années à M. Beaugé, la gestion du C.C.O. était bénéficiaire ; si elle est aujourd'hui déficitaire, est-ce une raison pour s'en remettre à une société internationale ? Les critères de rentabilité sont-ils seuls en jeu lorsqu'il s'agit d'une abbaye romane devenue la sépulture des rois Plantagenêt ?

Le déclin d'une famille s'annonce lorsqu'elle devient incapable de garder son patrimoine. En sommes-nous au point où il nous faut brader notre patrimoine historique et artistique ?

Régine PERNOUD.